

Extrait du Rencontres Sociales

<http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article3889>

L'urgence de s'unir pour agir

- Événements RS - POUR DES INITIATIVES D'ESS EN MILIEU CARCERAL -

Date de mise en ligne : samedi 20 octobre 2012

Rencontres Sociales

ASSOCIATION COOPERATIVES JUSTICE REINSERTION S'ORGANISER, PROPOSER, AGIR, PROGRESSER

La situation carcérale en France est aujourd'hui fortement dénoncée par les associations, les parlementaires français et les institutions européennes, mais aussi par de très nombreux citoyens (journalistes, artistes, militants...).

Les annonces -aujourd'hui heureusement remise en cause par Madame Taubira- d'une augmentation programmée de la population détenue, principalement composée de personnes de plus en plus en difficulté, demandent de nouvelles approches de la part des acteurs qui oeuvrent dans le champ de la détention dans une acception large.

_Surpopulation, vétusté, déshumanisation d'établissements (malgré des efforts de modernisation), faiblesse de l'accès au travail, à la formation, d'accompagnement et de réinsertion, caractérisent la situation actuelle. Malgré le dévouement des professionnels (médecins, travailleurs sociaux, formateurs...) et bénévoles, et de personnels pénitentiaires, trop peu nombreux et eux-mêmes confrontés à la mal-vie, conduisent à une dégradation certaine de la vie en prison et les suicides qui s'y produisent (tant chez les personnes détenues qu'au sein des personnels) ne sont qu'un symptôme de la situation. La taille des nouveaux établissements et leur conception participent à cette dégradation. L'éloignement des centres de détention des villes rendent les visites, comme l'intervention des professionnels, des entreprises et des bénévoles, de plus en plus difficiles.

Les conditions de vie que les détenus retrouveront à leur sortie, la situation précaire de nombre de leurs familles exigent une prise en compte globales et spécifiques de problèmes de plus en plus aigus. Cette dégradation générale ne peut que favoriser les récidives. Face à ces situations, on trouve :

- ▶ une administration pénitentiaire en bout de chaîne d'une politique pénale changeant constamment et jusque là de plus en plus répressive, et qui malgré le renouvellement de ses cadres, l'élévation du niveau de formation de ses personnels, est trop souvent dans une impasse et un enfermement sans qu'elle ait les moyens d'en sortir
- ▶ des associations dont on a souligné le dévouement et le professionnalisme, mais qui agissent trop souvent en ordre dispersé et qui voient leurs moyens remis de plus en plus en question.

Le projet de Confédération répond à une volonté de mutualiser les forces, de globaliser les interventions. Il vise à être un interlocuteur reconnu des élus et politiques, des administrations et en premier lieu de la « pénitentiaire » à ses divers niveaux, et un partenaire des structures économiques et sociales, et notamment des entreprises et institutions de l'ESS, voulant ou pouvant s'investir dans le champ pénitentiaire et carcéral. Elle doit devenir un acteur essentiel des dispositifs de « deuxième chance ». Parmi les moyens dont la Confédération pourrait se doter dans un premier temps, on trouve une plate-forme téléphonique d'appel ouverte aux professionnels et aux familles pour alerter sur tout évènement demandant une intervention rapide des autorités concernées, des élus et des associations. On trouve aussi une base de données de l'ensemble des acteurs pouvant intervenir (structures du champ social et entrepreneurial...) en appui à l'accompagnement, la réinsertion...

Jean-Philippe Milésy